

La crise financière

# Crise : les patrons la redoutent sans encore la ressentir

Le moral des chefs d'entreprise français est en chute. La plupart d'entre eux indiquent pourtant un maintien de leurs carnets de commandes

Le climat des affaires s'est nettement dégradé en France en septembre, a annoncé l'Insee vendredi 23 septembre. L'indicateur permettant de le mesurer, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, a perdu 8 points depuis juillet et se situe à 97, soit un niveau inférieur à sa moyenne de longue période.

Defait, l'avenir s'annonce morose : les conjoncturistes ont tous revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour la France en 2012 et misent désormais sur 1,2% en moyenne.

Ils partagent le constat de Frédérique Cerisier (BNP Paribas) qui invoque l'incertitude dans la zone euro et les perspectives de rigueur : « Le ralentissement de l'activité déjà amorcé avant l'été risque, en France comme ailleurs, d'être renforcé par une perte de confiance des agents. » D'autant qu'« il n'y a plus grand-chose à attendre de la politique monétaire », juge Eric Heyer, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Dans cet environnement, les comportements attentistes pour-

raient resurgir et se traduire par un ralentissement de l'investissement des entreprises, alors que sa reprise semblait « plutôt bien engagée » avant l'été.

Pour Jean-Christophe Caffet (Natixis), les entreprises abordent le ralentissement actuel dans une position financière et de rentabilité « nettement plus dégradée qu'avant l'automne 2008, elles n'ont pas les reins assez solides pour affronter un resserrement éventuel du crédit ».

Dans ce contexte, l'OFCE s'attend à un très net ralentissement de l'investissement des entreprises (+1%, contre +5% annuellement avant l'automne 2008).

### « Retournement »

« Jusqu'en juillet, les industriels étaient plutôt optimistes et leurs carnets de commandes se tenaient », observe Denis Ferrand (COE-Rexecode). Mais, ajoute-t-il, les anticipations des chefs d'entreprise sont susceptibles de changer en cas de restriction du crédit.

L'enquête COE-Rexecode de septembre auprès de 160 trésoriers de grandes entreprises « marque un retournement ». « La recherche de

financement apparaît un peu plus difficile et le crédit se renchérit », dit-il. Comme ses collègues, l'économiste table sur un ralentissement de l'investissement des entreprises que la consommation des ménages ne viendrait pas relayer.

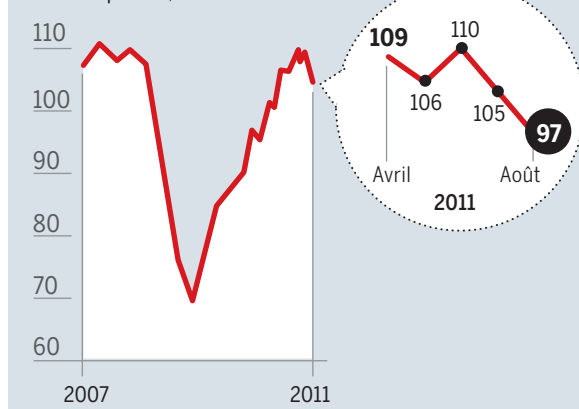
Sur le terrain, on ressent plus de peur que de mal. Pour l'heure, les grands groupes, dont l'essentiel de la croissance est désormais assuré par les pays émergents, se disent épargnés. Ainsi, Air Liquide « observe les volumes vendus chaque semaine, et n'a pas constaté de ralentissement », relatent les analyses de la Deutsche Bank, les signataires de nouveaux contrats progressent au même rythme et aucune annulation, ou report de commande, n'a été enregistrée.

« Nous n'observons aucune rupture de tendance, et maintenons les investissements prévus », rap-

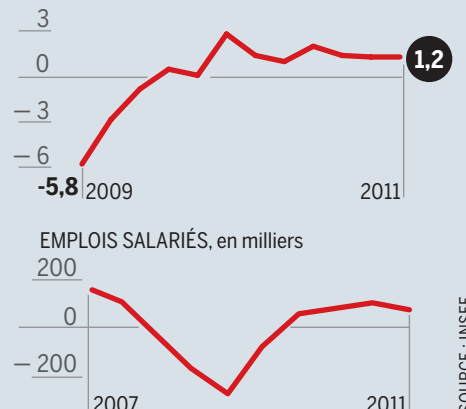
## Investissements et créations d'emplois au ralenti

INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DU CLIMAT DES AFFAIRES

Solde d'opinions, en % CVS



INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES NON FINANCIÈRES, en %



EMPLOIS SALARIÉS, en milliers



SOURCE : INSEE

## La crainte d'une récession fait plonger les marchés

POUR les chefs d'entreprise, l'économie ne fait « que » ralentir, mais pour les marchés la récession approche à grands pas. Jeudi 22 septembre, les investisseurs, convaincus d'une rechute brutale des économies en Europe et aux Etats-Unis, et déçus du comportement des autorités politiques et monétaires, ont à nouveau fait plonger les bourses du monde entier. Le choc a été violent. A la clôture, Paris affichait -5,25%, Londres -4,67%, Francfort -4,96%, Moscou -7,82%.

A Wall Street, le Dow Jones a chuté de 3,51%. Vendredi, dans la matinée, la débâcle se prolongeait en Asie, mais se calmait en Europe. A 9h30, le CAC 40 avançait de 0,11%, totalisant néanmoins une perte de près de 30% depuis le début juillet.

La plupart des opérateurs ne se font plus d'illusion. Pour le financier américain George Soros, les Etats-Unis sont même « déjà » dans un « double dip », une deuxième récession, après celle de 2008. Et en Europe, ce scénario est « plus que probable », juge Stanislas De Bailliencourt, gérant chez Sycomore à Paris. L'inquiétude monte, les opérateurs s'emballent... La situation devient « très, très préoccupante », s'est alarmé vendredi Jean-Pierre Jouyet président de l'Autorité

### « La croissance, le plus grand défi », selon M. Geithner

Aux yeux du secrétaire d'Etat américain au trésor, Timothy Geithner, les chefs d'Etat en Europe se trompent dans leur gestion de la crise en s'imposant des plans de rigueur drastiques qui risquent de tuer la reprise. « Les gouvernements devraient reconnaître que la croissance est le défi le plus grand qui se pose à nous dans le monde entier », a-t-il rappelé, jeudi 22 septembre, à Washington. « Dans l'incertitude actuelle, ils feraient mieux d'en faire davantage pour aider la croissance de façon générale, comme nous essayons de le faire aux Etats-Unis. » M. Geithner a aussi déploré l'incapacité des gouvernements à s'entendre pour aider la Grèce, surendettée, et stopper les risques de contagion de la crise des dettes en zone euro.

des marchés financiers sur les ondes de France Inter évoquant un « risque de crise systémique ». De fait, depuis juillet, de part et d'autre de l'Atlantique les indicateurs économiques (emploi, investissements, production industrielle) se dégradent.

### « Zone de danger »

Aux yeux des investisseurs l'avenir est sombre. Plus encore que ce que prédit le Fonds monétaire international (FMI), qui mise sur une croissance de la première économie mondiale d'à peine 1,5% en 2011. La Réserve fédérale américaine (Fed) n'a-t-elle pas fait état, mercredi, de son anxiété, évoquant une reprise « lente » et menacée par des « risques importants » ? Tandis que Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, jugeait, jeudi, que le monde était dans « une zone de danger ».

Aux yeux des investisseurs, ce tableau est rendu plus noir encore par l'incapacité des dirigeants à prendre les problèmes à bras-le-corps. D'abord en Europe, où les gouvernements ne parviennent pas à s'entendre sur une solution rapide à la crise des dettes souveraines, qui plombe la Grèce et menace de contaminer d'autres pays en mettant à terre le système bancaire. Mais aussi – désormais – aux Etats-Unis. L'action de la Fed, son « twist » annoncé mercredi pour réduire les coûts des crédits à long terme et relancer l'investissement et la consommation, a été jugé inefficace. Après l'échec des précédentes tentatives pour redresser l'économie, Ben Bernanke, son patron a perdu son crédit.

« Depuis le début de la crise, on nous dit qu'on est intelligent, qu'on a appris les leçons de la crise (...) Mais rien ne se passe », s'est agacé Stephen Roach, ancien chef économiste chez Morgan Stanley, jeudi sur la chaîne américaine CNBC. Côté politique, les « débats assez lamentables » entre républicains et démocrates condamnent la Maison Blanche à la paralysie, regrette aussi Pierre-Olivier Beffy, économiste chez Exane BNP Paribas. Pour les experts, le marché a besoin d'un « choc de confiance » que personne ne semble en mesure d'apporter. ■

Claire Gatinois

# A la GMF, on vous soulage de l'augmentation de la taxe sur les complémentaires santé.



## La GMF prendra à sa charge le doublement de la taxe sur les complémentaires santé.

Les pouvoirs publics ont décidé de doubler la taxe sur les complémentaires santé la portant de 3,5% à 7%. Afin de ne pas alourdir le budget de ses assurés, la GMF ne répercutera pas dans ses tarifs cette hausse. Pour tous les assurés GMF, actuels ou nouveaux, l'augmentation de la taxe n'aura donc aucun impact sur leur complémentaire santé d'ici à la fin de l'année, ni à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Dans une période difficile pour de nombreux ménages, la GMF témoigne de sa solidarité envers ses assurés et de sa capacité à faire face à ses engagements dans un environnement très perturbé.

Plus d'informations au 0 970 809 809 ou sur [www.gmf.fr](http://www.gmf.fr)

La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires et employés de l'Etat et des services publics et assimilés, Société d'assurance mutuelle. Entreprise régie par le Code des assurances. R.C.S. Paris 775 691 140. Siège social : 76, rue de Prony - 75857 Paris Cedex 17 et ses filiales GMF Assurances et La Sauvegarde. Adresse postale : 45930 Orléans Cedex 9. Les contrats complémentaires santé sont souscrits par l'A.D.A.C.C.S. auprès de GMF Assurances et La Sauvegarde.



Assurément Humain

© J. Ford/Getty Images - TBWA PARIS